

DIAL 3440

COLOMBIE - Hausse du nombre d'assassinats de militants sociaux et écologistes

Susan Abad

lundi 26 février 2018, mis en ligne par [Dial](#)

Depuis la signature des accords de paix entre le gouvernement de Juan Manuel Santos et les Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée du peuple (FARC-EP) en septembre 2016, DIAL publie régulièrement des textes sur l'évolution de la situation dans le pays [1]. Cette nouvelle livraison confirme la situation préoccupante déjà évoquée par l'autrice dans un [texte de septembre 2017](#). Texte publié sur le site de [Comunicaciones aliadas](#), le 12 février 2018.

Paramilitaires et bandes criminelles cherchent à prendre le contrôle des territoires auparavant contrôlés par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

En Colombie, les dirigeants de mouvements sociaux et environnementaux sont de plus en plus nombreux à payer de leur vie leur engagement. Le mois de janvier a clôturé sur le chiffre préoccupant de 21 assassinats de militants sociaux et de défenseurs de terres ancestrales.

C'est Global Witness, organisation vouée à la protection des défenseurs de l'environnement et de la terre, qui a tiré la sonnette d'alarme en juin dernier pour dénoncer le fait que, dans ce pays, on tue « les auteurs d'actions pacifiques destinées à protéger les droits environnementaux ou la terre ». Dans son rapport intitulé *Defender la tierra*, elle affirme que 37 écologistes ont été éliminés en 2016 ; soit 40% de plus qu'en 2015, année au cours de laquelle 26 assassinats de défenseurs de la nature avaient été enregistrés. Dans un document paru le 2 février, Global Witness indique qu'en 2017 le nombre de défenseurs de l'environnement et de la terre assassinés en Colombie s'est élevé à 32.

Selon l'Institut colombien d'études pour le développement et la paix (INDEPAZ), 170 dirigeants de la société civile ont été assassinés en 2017 ; parmi eux figurent Plinio Pulgarín, président de l'Assemblée d'action communale de la vereda San Pedrito de San José de Uré, dans le département de Córdoba, au nord du pays. Les habitants qui ont fui de l'endroit racontent que des hommes en tenue militaire sont arrivés armés de fusils pour interroger Pulgarín sur son soutien au programme de substitution des cultures illicites.

Il en va de même pour Miguel Eduardo Parra, qui défendait le plateau Almorzadero au nord de Santander, et pour Temístocles Machado, qui défendait les terres d'Isla de Paz à Buenaventura.

Selon Global Witness, en 2016 les assassinats ont été commis en majorité par des bandes criminelles et des groupes paramilitaires. Elle affirme en outre que « tandis que les FARC se démobilisent, un réseau dangereux de milices et de groupes paramilitaires s'active pour prendre le contrôle des territoires abandonnés par les FARC. Il entre ainsi en conflit avec les communautés indiennes et afrocolombiennes, qui cherchent à récupérer des terres ancestrales qui leur ont été confisquées pendant la guerre civile ». Elle met aussi en lumière la contribution de certaines multinationales à la stigmatisation des dirigeants de mouvements sociaux.

Principaux responsables

Il semblerait que sur ce point, les choses n'aient pas changé. Fin janvier, le vice-président de la République, le général à la retraite Óscar Naranjo, a signalé que quatre groupes armés étaient les principaux responsables des assassinats : « premièrement le Clan du Golfe [groupe constitué d'anciens paramilitaires], deuxièmement l'ELN [Armée de libération nationale], troisièmement des organisations de troisième ordre et des bandes locales, et quatrièmement les bandes de récupération des terres ».

Lors de son entretien avec Noticias Aliadas, Inti Asprilla, représentante de la Chambre pour l'Alliance verte, a expliqué que l'une des principales actions qu'il fallait mener dans la foulée de l'accord de paix signé en novembre 2016 « était de maintenir une forte présence de l'État dans les secteurs qui étaient auparavant des zones de conflit armé afin d'éviter que les forces qui sont la continuation des organisations paramilitaires s'en prennent aux dirigeants des mouvements sociaux et environnementaux. Malheureusement, le renforcement de la présence institutionnelle n'a pas eu lieu et aucune garantie n'a été apportée aux activités politiques dans les zones de conflit ».

La situation est encore pire quand on observe « une systématisme des assassinats de ces dirigeants selon un mode opératoire bien connu : cela commence par des menaces anonymes de la part des forces paramilitaires accusant les militants d'être des guérilleros, des gauchistes ou des communistes. Quand on demande la protection de l'État colombien, il est assez lent à fournir des garanties de sécurité, et cela se termine alors toujours par un assassinat », explique Inti Asprilla.

Le procureur Néstor Humberto Martínez a déclaré également à la presse que « les causes sont multiples, mais on peut déjà identifier certains phénomènes préoccupants en lien avec une éventuelle présence de poches de forces d'autodéfense [paramilitaires] qui agissent d'une manière plus ou moins systématique dans quelques régions du pays ».

Pour Carlos Guevara, coordonnateur de l'information pour le programme non gouvernemental « Somos Defensores », qui a collaboré à l'enquête de Global Witness, la multiplication des attaques est due au fait que les groupes environnementaux incluent des paysans qui défendent leurs terres ou des Indiens qui protègent leurs territoires. En outre, depuis huit ans – depuis l'arrivée du premier gouvernement du président Juan Manuel Santos –, priorité a été donnée au soutien à l'industrie minière et à la participation d'entreprises transnationales, ainsi qu'à la reprise en main des secteurs laissés par les FARC.

Guevara a expliqué à Noticias Aliadas que si la multiplication des assassinats ne constitue pas un problème secondaire, il faut néanmoins aussi considérer que « dans le passé, pendant le conflit, il était impossible de distinguer ces cas d'autres affaires d'assassinat. Le nombre de morts produit par le conflit était tel qu'on ne pouvait en tenir le registre. Et puis les possibilités de dénonciation sont plus grandes. Aujourd'hui, les gens ont moins peur des représailles. Enfin, le niveau de violence ayant baissé, la question environnementale est devenue plus visible, comme aussi la lutte pour la terre et les assassinats de militants ».

Un modèle économique non négociable

Au lieu de s'améliorer, la situation va continuer d'empirer, si l'on croit Jakeline Romero, Indienne wayuu qui reçoit des menaces depuis plus de 20 ans parce qu'elle dirige la lutte contre l'extraction de charbon, l'accaparement de terres productives et la destruction de sources d'eau sur le gisement exploité par l'entreprise Cerrejón, à La Guajira.

« Dès le début des négociations de paix, le gouvernement a dit que le modèle économique de ce pays n'était pas négociable », a-t-elle expliqué à Noticias Aliadas. « Le modèle du gouvernement consiste à offrir à l'exploitation toutes les richesses naturelles, tout ce qui se trouve à l'intérieur des territoires et à bafouer tous nos droits, en continuant d'exposer à la violence ceux d'entre nous qui défendent ces droits. »

Une explication complémentaire est donnée par le directeur du bureau de défense des droits d'Amazon Watch, Andrew Miller, qui a expliqué début janvier sur la chaîne France 24 que « l'époque dite du "postconflit" fait que le gouvernement soutient de plus en plus fortement les projets miniers et énergétiques à travers le pays, ce qui génère des conflits ». Selon lui, les accords de paix et la remise du Prix Nobel de la Paix au président Santos ont pour conséquence que la surveillance dont la Colombie faisait l'objet sur la scène internationale s'est relâchée et que les menaces et le nombre d'assassinats continuent de croître.

Pendant ce temps, le gouvernement a lancé le 23 janvier son système national d'alerte précoce et d'actions de protection, qui lui permettra de se préparer et de réagir à des informations montrant clairement que la sécurité de personnes et de communautés est menacée.

« Près de 80 000 militaires et policiers concentreront leur action dans les régions où des bandes criminelles et des narcotrafiquants s'emploient à occuper les territoires désertés par les FARC », a indiqué Óscar Naranjo.

« Nous avons tourné la page du conflit armé mais, en matière de droits humains, nous avons une grande responsabilité », a reconnu Guillermo Rivera, ministre de l'intérieur.

Sa réflexion contredit les déclarations regrettables du ministre de la défense, Luis Carlos Villegas, même si celui-ci a affirmé après coup que ses phrases avaient été sorties de leur contexte, lorsqu'il disait que « dans leur très grande majorité [les assassinats de ces dirigeants] sont la conséquence d'un problème de limites foncières, de versants de montagne, de revendications et de batailles autour de revenus illicites ».

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3440.**

- Traduction de Gilles Renaud pour Dial.

- Source (espagnol) : [Comunicaciones Aliadas](#), 12 février 2018.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3385 - « [COLOMBIE - « La société civile se mobilise pour sauver le processus de paix » : Entretien avec Fernando Hernández, directeur de la Corporation Nuevo Arco Iris](#) », 3417 - « [COLOMBIE - Le retour à la paix en 180 jours](#) », 3421 - « [COLOMBIE - Leaders sociaux sans protection](#) ».